

Nous sommes de nouveau là aujourd'hui pour agir par la grève et dans la rue contre les pleins pouvoirs patronaux et l'arrogance de ceux qui nous gouvernent :

Avec la Loi XXL, les ordonnances, c'est la baisse des droits des salariés et le renforcement des pouvoirs des employeurs.

Nous l'affirmons, le travail est un bien collectif, il est à protéger et à développer !

Le contrat de travail met en jeu chaque être humain tout au long de sa vie.

Nous ne cesserons de dire, ce bien collectif doit être règlementé par le code du travail qui est au cœur de la construction sociale !

1

Oui nous refusons la re féodalisation des relations sociales !!!!

Après les « sans dent » de Hollande, « les illettrés » de Macron, Ministre de l'économie de Hollande, aujourd'hui les « fainéants », « cyniques » et « extrémistes » du Président de la République ! Medef et gouvernement nous parlent sans arrêt de changements.

Sur ce point leur constance est sans limite, par le mépris affiché à l'encontre du monde du travail.

Nous serions les seuls responsables du marasme économique par notre refus obstiné à redevenir des esclaves, en acceptant de travailler plus longtemps avec un salaire réduit, sans aucune sécurité de l'emploi et tout ça à la seule fin que les actionnaires, ces « négriers des temps modernes », puissent augmenter indéfiniment leur bénéfices.

Le Président de la République n'arrête pas de répéter que les régressions qu'ils veulent nous imposer seraient le summum de la modernité et la seule voie possible. Il s'évertue à prétendre qu'elles auraient été majoritairement plébiscitées par les français à travers l'élection présidentielle.

Il convient de lui rappeler qu'il n'a été élu que par un quart des électeurs. Sa réforme du code du travail ne trouve pas grâce aux yeux des Français.

Nous leur avons apporté une première réponse forte sur le rejet de cette politique anti- sociale et destructrice d'emplois lors de la journée du 12 septembre avec près de 500 000 manifestants et des manifestations importantes dans 200 villes et 4 000 appels à la grève.

Nous pouvons affirmer que la journée du 12 septembre a été une réussite et qu'elle constitue un socle de départ intéressant pour la construction des suites que nous savons nécessaires pour faire reculer le gouvernement.

Dans le département, à Arles, nous nous inscrivons dans la même dynamique.

Oui la diversité des participant-e-s aux manifestations du 12, atteste du travail de fond réalisé durant ces derniers mois et semaines quant à la cohérence et la dangerosité des réformes en cours ou à venir, qui visent à une refonte complète de notre modèle social et sociétal.

Oui ces éléments sont de nature à donner confiance et doivent nous conforter dans le travail de conviction que nous avons à poursuivre pour conforter et amplifier la mobilisation.

Toutes et tous ici soyons en les vecteurs, passons du temps à convaincre et à expliquer !

Au début le Gouvernement voulait isoler la CGT qui contestait ces régressions. Ne leur en déplaise nous ne sommes pas seuls, la FSU, Solidaire, l'UNEF, l'UNL sont bien là !

Et aujourd'hui, les autres Organisations Syndicales sont rappelées à la réalité par leurs adhérents, qui pour nombre d'entre-eux, se sont joints au mouvement de grève et aux manifestations.

Oui nous rabâchons ! Nous ne pouvons que reprendre les conséquences de ces ordonnances, pour mémoire, la précarisation à outrance, donc la fin du Contrat de Travail comme nous le connaissons, une notion légale très souple du temps de travail qui pourra être aménagé au bon vouloir de l'employeur, la possibilité d'être licencié par CERFA sans que l'employeur soit obligé de motiver ce licenciement, l'alourdissement de la procédure aux Prud'hommes et la limitation des dommages et intérêts alloués...etc.

En résumé, l'employeur pourra sans difficulté décider de tout et les conséquences financières sur les salaires seront bien plus importantes que les pertes de salaire pour participer aux journées de grève et dureront beaucoup plus longtemps.

2

Il faut aussi rappeler que ces ordonnances ne sont qu'une première attaque et que si les tenants de « l'esclavagisme moderne » réussissent sur ce point, ils ont prévu, par la suite, de supprimer la Sécurité Sociale, de tailler à la serpe dans les indemnités chômage, de réformer le système éducatif actuel en ne le rendant accessible que pour leurs « élites », les régimes spéciaux en s'attaquant à celui des Cheminots !!! Le gouvernement, déjà à l'œuvre pour casser 120 ans de droits, a annoncé vouloir diminuer drastiquement le nombre de contrats aidés pour 2018 sans aucune perspective de créations d'emplois dans le secteur privé comme dans le secteur public. La CGT assure les travailleurs concernés, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes de sa détermination pour lutter à leur côté contre cette nouvelle attaque qui va laisser 166 000 salariés glisser dans une précarité encore plus grande, oui nous avons raison d'exiger des emplois statutaires et des CDI.

Nous n'avons jamais gagné d'acquis sociaux sans mouvement de grève dans les entreprises, car le seul langage que connaît le capitalisme et auquel il soit sensible est la perte de chiffre d'affaires qui découle de l'arrêt de la production Pour dialoguer, il faut être deux, et le MEDEF n'a aucune envie de discuter.

Il ne peut pas y avoir de demi-mesure pour notre avenir et celui de nos enfants que d'obtenir un code du travail, des conditions de travail, des salaires, une Sécurité sociale, des services publics renforcés et dignes du XXI^e siècle.

Monsieur le Président de la République, nous ne sommes pas contre les réformes, comme vous le prétendez, nous sommes contre toutes formes de régression sociale.

S'il n'y a rien de nouveau à cela, il nous faut sans cesse dire et redire que leur modèle nous n'en voulons pas, dire et redire que le droit du travail ne fait pas le chômage, dire et redire en quoi nos Services Publics sont utiles, que les privatisations nous coûtent cher et que cela ne sert à rien d'autre qu'à gaver les grands groupes privés, dire et redire qu'il y a dans notre pays les moyens pour servir l'intérêt général, pour augmenter les salaires et pensions, pour avoir une politique industrielle créatrice d'emplois et de richesses pouvant répondre aux besoins, pour avoir des Services Publics et une Sécurité Sociale dignes de ce nom, dire et redire que le droit de se nourrir, de se loger, de se soigner, de s'éduquer, de vivre de son travail, sont des droits auxquels nous ne renoncerons jamais.

Comme d'ailleurs les camarades Postiers d'Arles et du Nord du département avec 80% de grévistes pendant 5 jours, ont obtenu satisfaction. L'unité et la détermination des personnels concernés rassemblant les sites d'Arles, Maussane, St Rémy de Provence, Noves, Chateaurenard a permis cette victoire contre la politique de casse de la direction de la poste.

Oui dans l'unité et le rassemblement le plus large : gagnons sur nos revendications dans nos lieux de travail ; bâtissons ensemble un mouvement capable de barrer la route à ce rouleau dévastateur et revendiquer de véritables mesures de progrès social.

Ce qui arrive devant nous exige donc un combat quotidien et voyons bien l'ardeur collective qui doit encore grandir !



Contre la loi travail et les ordonnances, contre une politique au service du Medef et des puissants !

Ensemble imposons par la grève et l'action collective, l'ouverture de négociations pour un code du travail renforcé et plus protecteur pour toutes et tous.

Pour le progrès social et humain dans le rassemblement et l'unité la plus large!

Tous ensembles Salariés du privé et du public, Privés d'emploi, Jeunes, Etudiants et Retraités, poursuivons et mobilisons-nous!